

Nous condamnons l'usage de la force dans la répression des mouvements écologistes et sociaux

Publié le 28 mars 2023

Nous, organisations issues du mouvement environnemental et social, tenons à apporter notre soutien aux personnes blessées ce week-end lors de la mobilisation contre les bassines à Sainte-Soline. Nous avons une pensée pour toutes et tous les manifestant·es qui se sont mobilisé·es pour défendre un accès équitable à l'eau et qui se sont trouvé·es pris·es dans des scènes de violence.

Nos structures respectives tiennent à rappeler qu'elles sont fermement opposées à toute forme de violence dans leurs modes d'actions et qu'elles condamnent cette violence dès qu'elle s'exprime. Le bilan de ce week-end de mobilisation est insupportable. À l'heure où nous écrivons, on parle de près de 200 blessé·es, 2 personnes dont le pronostic vital est engagé, plusieurs mutilé·es et blessé·es graves. 4000 grenades ont été tirées par les forces de l'ordre en 2 heures d'affrontements...

Plusieurs de nos organisations ont signé l'appel à ce rassemblement comme aux précédents, car nous croyons que l'accaparement des ressources en eau est une injustice et un facteur de division de la société. D'autant que cette solution n'est pas adaptée à long terme aux problèmes agricoles auxquels nous avons à faire face. Elle constitue l'exemple type de la « mal adaptation » au changement climatique. La question de la conformité de ces mégabassines au droit pose en outre question, les annulations d'autorisation préfectorale étant nombreuses en deuxième instance. Nous en appelons au respect des décisions de justice, et donc de l'État de droit.

Nous condamnons le recours à la violence de la part de l'État dans la répression des mouvements écologistes et sociaux, à Sainte-Soline comme dans les manifestations contre la réforme des retraites. Le droit de manifester est un pilier de notre démocratie, et la construction d'une société écologique ne se fera pas sans la mobilisation des citoyens et des citoyennes. Nos désaccords ne doivent pas se transformer en conflits et nous attendons de la police et de la gendarmerie qu'elles encadrent dans le calme le droit de manifester.

La répression des mouvements écologiques comme sociaux s'intensifie depuis plusieurs années. La Ligue des droits de l'homme en appelle à l'arrêt de cette escalade répressive « alarmante pour notre démocratie ». Les lanceurs d'alerte, associations, citoyens et citoyennes qui se mobilisent de manière non violente ont toujours été un vecteur de progrès dans l'histoire de nos sociétés. Leur droit de se mobiliser, pacifiquement, mérite d'être respecté. Nous appelons Emmanuel Macron et son gouvernement à se reprendre, et à engager un débat démocratique et apaisé avec l'ensemble de la société.

Liste des signataires : ActionAid France, AequitaZ, Agir pour l'Environnement, Alofa Tuvalu, Alternatiba Paris, Alternatiba, Les Amis de la Terre France, ANV Cop 21, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, La Voix Lycéenne, MAN (Mouvement pour une alternative non violente), Notre affaire à tous, Oxfam France, Reclaim Finance, Réseau Action Climat, Union syndicale Solidaires, Virage Energie, WECF France, Zero Waste France